



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 335

18 mars 2011

Budget du Québec 2011-2012

Notre **NON!** au budget Bachand

Hier après-midi, après la lecture du budget, le Collectif a d'abord été sans voix devant un budget aussi régressif et conservateur. Comment réagir à tant d'arrogance et de mépris de la part du ministre des Finances du Québec, M. Raymond Bachand? Que faire quand on se retrouve plus pauvres et plus écrasés que la veille par des choix budgétaires et politiques injustes?

La crise des riches : un beau prétexte

Durant sa conférence de presse, le ministre des Finances a répété, pour légitimer son budget, que nous sortions tout juste d'une crise économique. Ça, on le sait bien : pour régler la crise des riches, des milliards de dollars étaient disponibles. Le Québec pouvait s'endetter sans compter. Et le déficit? Pas de problème! Les plus pauvres et la classe moyenne vont le combler en se serrant la ceinture. Trop facile!

On y a goûté l'an dernier avec les hausses de taxes et de tarifs et l'introduction d'un

impôt santé. Mais, semble-t-il, ce n'était pas assez. Les étudiantEs doivent maintenant passer à la caisse, avec une hausse à terme de 1625 \$ des droits de scolarité par an. La crise économique : quel beau prétexte pour justifier l'injustifiable!

La crise des plus pauvres : inaction totale

Mais l'autre crise, celle des plus pauvres, le ministre ne la mentionne même pas. Il n'est pas question de la crise vécue, au quotidien et depuis fort longtemps, par des centaines de milliers de nos concitoyenNEs ayant un revenu tellement bas qu'ils n'arrivent pas à combler leurs besoins de base, à préserver leur santé et leur dignité.

Au-delà des beaux discours, qu'a fait le gouvernement pour régler cette crise? Pour ainsi dire, rien. Il a beau prétendre que « la lutte contre la pauvreté constitue [...] un travail de longue haleine », ce n'est pas en se limitant à 2 000 nouveaux logements sociaux et communautaires ou en élargissant un peu

l'admissibilité au programme d'Allocation-logement qu'on progresse réellement dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Et la question des inégalités? Ce mot ne figure tout simplement pas dans le dictionnaire du gouvernement.


Le gouvernement dit « Non ! »

Quand il s'agit de lutte à la pauvreté, ce gouvernement ne semble connaître qu'un petit mot de trois lettres : « Non ! ». Abolir les catégories à l'aide sociale? « Non ! » Arrêter le détournement des pensions alimentaires? « Non ! » Améliorer l'accessibilité à l'aide juridique? « Non ! » Adopter une politique globale en itinérance? Encore « non ! »

Le courage politique, ce n'est pas s'attaquer aux étudiantEs, aux travailleurEs pauvres et à la classe moyenne. C'est plutôt s'attaquer aux privilèges d'une minorité fortunée. L'argent pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale existe : il faut le prendre là où il est.

La réponse viendra de la rue!

Un autre « Non ! », lui, viendra de la rue. Le « non ! » aux coupures, le « Non ! » aux mesures fiscales régressives, le « Non ! » à la hausse des frais de scolarité. Nos mobilisations ont fait reculer le gouvernement sur l'imposition d'un ticket modérateur en santé. C'est l'énergie de milliers de citoyenNEs mobiliséEs contre l'exploitation des gaz de schiste qui a mis un frein aux ambitions irresponsables du gouvernement. La lutte paie.

Nous devons donc, une fois de plus, retrouver nos manches, sortir nos pancartes et nos porte-voix, et nous lancer à l'assaut des rues du Québec pour faire plier de nouveau ce gouvernement. Nous répondrons à son mépris par notre solidarité, à son arrogance par notre détermination ! 

NOTRE NON! AU BUDGET BACHAND

Dépôt du budget du Québec 2011-2012

Raymond Bachand tourné vers un avenir plus pauvre et nettement inégalitaire!

QUÉBEC, le 17 mars 2011 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté juge inacceptable, et ce pour l'ensemble de la société, le budget du Québec 2011-2012 déposé aujourd'hui par le ministre des Finances, M. Raymond Bachand. Alors qu'il est maintenant confirmé et reconnu qu'une plus grande égalité de revenu améliore le bien-être de l'ensemble de la société – et non seulement celui des plus pauvres –, ce budget s'en éloigne et tourne le Québec vers un avenir plus pauvre et nettement inégalitaire.

Un budget qui accentue la pauvreté

Ce budget appauvrit ou maintient dans une même situation de pauvreté une bonne partie de la société québécoise. On l'appauvrit en restreignant l'accessibilité aux études universitaires, avec une hausse à terme de 1625 \$ par année des droits de scolarité. Par ailleurs, le ministre justifie ce choc tarifaire en calculant la « juste part » de la contribution des étudiantEs sur la base de 1968 indexée à l'inflation jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, il refuse de faire de même pour les prestations d'aide sociale. Calculées de la même façon, elles auraient dû valoir en 2010 environ 813 \$ au lieu des maigres 567 \$ que recevaient mensuellement les personnes seules sans contraintes à l'aide sociale la même année. Deux poids, deux mesures...

On appauvrit aussi la société québécoise en misant sur la responsabilisation des épargnantEs pour leur retraite, au lieu de bonifier significativement un outil collectif comme le Régime des rentes du Québec (RRQ). Comment les personnes vivant déjà la pauvreté peuvent-elles mettre de l'argent de côté pour leurs vieux jours?

Enfin, on l'appauvrit également en n'annonçant que 2000 unités supplémentaires de logement social, alors qu'une réponse plus adéquate aux besoins se chiffrerait à 50 000 unités sur cinq ans.

Un budget qui ne fait rien pour réduire les inégalités

Les effets néfastes des inégalités sont bien connus : les problèmes sociaux et de santé sont plus courants dans les pays industrialisés où les inégalités de revenus sont plus grandes. Dans les faits, l'égalité profite à tout le monde. Les individus, pauvres ou riches, vivent plus longtemps dans les sociétés plus égalitaires. Les problèmes de santé à travers toutes les couches de la population sont moins nombreux lorsque les disparités de revenus sont moins grandes. Les performances scolaires des étudiantEs ayant des parents peu scolarisés, mais vivant dans un pays plus égalitaire, sont presque aussi bonnes que celles des élèves provenant de familles plus éduquées des pays inégalitaires. En un mot : l'égalité profite à toute la société.

Même s'il est clair que les sociétés plus égalitaires sortent gagnantes, les inégalités continuent pourtant d'augmenter au Québec. Malgré une croissance économique continue, les écarts entre riches et pauvres se sont nettement accrus durant les dernières décennies. Le marché crée de plus en plus d'inégalités de revenu d'un côté et, de l'autre, l'action gouvernementale est de moins en moins efficace à les réduire. Entre 1996 et 2008 seulement, l'action gouvernementale a perdu 4 % de son efficacité à réduire les inégalités. « Pour assurer le bien-être de touTEs les citoyenNEs, une société a deux voies possibles : favoriser une meilleure répartition des revenus ou assurer une meilleure redistribution de la richesse. Or, avec ce budget, le ministre des Finances ne fait ni l'un, ni l'autre », a affirmé Robin Couture, porte-parole.

Un budget qui tourne le Québec vers un avenir plus pauvre et nettement inégalitaire !

L'an passé, la population québécoise a sonné l'alerte en raison du budget « programmatique » déposé. Ce sera la même chose cette année. Et elle ne crie pas au loup. Le Québec vit encore les contrecoups du déficit zéro proclamé en 1996 par Lucien Bouchard. Les impacts des décisions budgétaires s'étalent sur des années et celles d'aujourd'hui façonneront le Québec de demain. Ce budget s'inscrit dans la même tendance que les autres déposés sous les gouvernements péquistes ou libéraux et qui ont contribué à l'appauvrissement de la population et à l'accroissement

des écarts. « Nous le faisons à la hauteur de nos moyens », affirme le ministre des Finances en parlant de lutter contre la pauvreté. « Il semble ignorer qu'on n'a pas besoin d'être riche pour être juste et que son obsession de créer la richesse, si celle-ci demeure aussi concentrée, n'est guère qu'une lubie », a conclu M. Couture.

Bref, l'an dernier, le ministre des Finances affirmait que le budget du Québec ne visait pas tant à équilibrer les finances publiques qu'à « être heureux comme peuple ». Ce budget ne donne aucune raison aux QuébécoisES d'être heureux. Bien au contraire.

Profil du Collectif

Actif depuis 1998, le Collectif pour un Québec sans pauvreté regroupe 34 organisations nationales québécoises, populaires, communautaires, syndicales, religieuses, féministes, étudiantes, coopératives en plus de 10 collectifs régionaux et des groupes porteurs partout au Québec. Toutes ces organisations ont dans leur mission la lutte à la pauvreté, la défense de droits et la promotion de la justice sociale. Des centaines d'organisations et d'individuEs de plusieurs secteurs de la société civile forment son réseau d'appui.

Liste des groupes nationaux membres

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) • Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons (AQBAM) • Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) • ATD Quart Monde • Au bas de l'échelle • Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL) • Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF) • Centrale des syndicats démocratiques (CSD) • Centrale des syndicats du Québec (CSQ) • Centre Justice et Foi (CJF) • Collectif des entreprises d'insertion du Québec • Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) • Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) • Confédération des syndicats nationaux (CSN) • Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) • Conférence religieuse canadienne (CRC) • Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO) • Fédération des femmes du Québec (FFQ) • Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) • Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ) • Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) • Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) • Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) • Groupe Solidarité Justice • L'R des centres de femmes du Québec • Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) • Mouvement québécois des vacances familiales (MQVF) • Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec (OPTSQ) • Regroupement des Auberges du cœur du Québec • Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) • Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) • Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ) • Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire, en CLSC et en centre de santé (RQIIAC) • Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

Liste des collectifs régionaux membres

Regroupement contre l'appauvrissement (Bas-Saint-Laurent) • Comité régional Saguenay-Lac-Saint-Jean pour un Québec sans pauvreté • Collectif de luttes et d'action contre la pauvreté de la région de Québec (CLAP-03) • Collectif régional estrien pour un Québec sans pauvreté • Collectif montréalais de lutte à la pauvreté (CMLP) • Table d'action contre la pauvreté de l'Abitibi-Témiscamingue (TACPAT) • Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté (Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) • Groupe de réflexion et d'action contre la pauvreté de Chaudière-Appalaches (GRAP) • Collectif anti-pauvreté de Lanaudière (CAP Lanaudière) • Collectif de lutte à la pauvreté Centre-du-Québec

— 30 —

Renseignements : Martin Michaud, responsable des communications. Cellulaire : 418-254-7238.

Courriel : communications@pauvrete.qc.ca Site Internet : www.pauvrete.qc.ca



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca